

Interview

En Bosnie, « le défi est que les gens prennent de plus en plus conscience de leurs forces communes pour construire une société solidaire »

dimanche 2 mars 2014, par [ALEKSIC Kassia](#), [MLADENOVIC Ivica](#), [RADOMIROVIC Miroljub](#) (Date de rédaction antérieure : 27 février 2014).

Entretien avec Miroljub Radomirović, juriste et membre fondateur du parti politique bosnien Lijevi (La Gauche).

Le 5 février, le peuple a mis le feu à l'édifice du gouvernement du canton de Tuzla. Une révolte contre les privatisations criminelles, les salaires impayés et la corruption des oligarques au pouvoir. Une violence jugée nécessaire pour enfin, se faire entendre, et sortir de la misère. Les ministres ont démissionné, le peuple reprend les rênes de la vie politique. Très vite, plus de 700 citoyens et citoyennes se sont regroupés dans des Plénums, véritables exercices de démocratie directe. L'effet « Tuzla » se propage dans d'autres villes en Bosnie-Herzégovine... et le vent de la colère gagne les rues en Croatie, Monténégro, Macédoine, etc. si bien que l'on parle déjà, en France et en Europe, d'un « printemps » des Balkans. Mais à Tuzla, les perspectives vont au-delà d'une simple saison. Cela fait vingt ans que l'on attend ce moment. La situation est chargée de tels espoirs que l'on se méfie du vertige de cette révolution en cours. Il s'agit de procéder étape par étape, pour construire les bases d'une justice sociale et politique faite pour durer.

Kassia Aleksic et Ivica Mladenovic - Après une première semaine de Plénums, des groupes de travail se sont mis en place, divisés selon les différents ministères : économie et industrie, santé, éducation, sport et culture, etc. Tu fais partie du groupe légal. Peux-tu nous en dire plus ? Quels sont les objectifs et les priorités pour les mois à venir ?

Miroljub Radomirović - Il faut d'abord bien faire la différence entre le groupe de travail pour la justice et l'administration, dont l'objectif est de pointer les problèmes dans ces secteurs, et l'équipe légale du Plénum de Tuzla. Celle-ci est très importante pour le Plénum, car elle révise les demandes de chaque groupe de travail, et les articule de la bonne manière. Nous vérifions les lois qui régulent chaque secteur, pour garantir que ces demandes sont aux normes de chaque département responsable pour régler tel ou tel problème. C'est donc très important que les demandes soient concrètes !

Nous mettons la pression pour que le gouvernement vérifie tous les contrats de privatisations de notre canton. S'il s'avère que ces contrats n'ont pas été respectés, ils devront être annulés. Il existe aussi des éléments de poursuite si les entreprises ont été détruites, même si les contrats ont été respectés. Il faut s'assurer que les mesures commencent tout de suite.

Vous avez déjà remporté une première victoire...

Oui, nous avons récupéré 1 million de BAM (mark convertible, soit 500 000 euros) grâce à l'annulation du « pain blanc », c'est-à-dire les salaires que les ministres continuaient à toucher un an après la fin de leur mandat. Nous avons d'autres mesures pour éliminer les différents « bonus » votés au fil des années par l'élite corrompue et sans pitié. Pas seulement les ministres, mais aussi les parlementaires.

Notre groupe de travail va essayer de proposer une série d'amendements, que ce soit nous qui les fassions, pas eux. Tous les jours, nous venons avec de nouvelles idées à concrétiser, donc ce ne sont pas les initiatives qui manquent pour les semaines à venir.

Tu es impliqué dans l'équipe légale du Plénum, et tu es aussi membre fondateur du parti politique Lijevi. Peux-tu nous rappeler comment votre parti est né ?

Nous étions tous membres du Parti social-démocrate (SPD), dans l'opposition. Nous avions le même but et le même ennemi. Mais lorsque le SPD a été élu en 2010, il a formé une coalition avec le SDA (Parti d'action démocratique). Les sociaux démocrates avaient mis beaucoup d'espoir en nous, mais nous étions trop critiques, et nous sommes partis.

Nous avons d'abord fondé l'ONG Revolt pour critiquer leurs promesses non tenues. Mais peu à peu, l'ONG a perdu son caractère offensif et son agressivité politique. Alors nous avons décidé de fonder un vrai parti de gauche.

Nous luttons contre les privatisations et destructions d'usines. Il faut annuler les contrats de privatisations et rendre l'argent volé à l'état. Nous militons pour une économie où les secteurs d'intérêts publics seront propriétés d'état sous contrôle social. Nos premières actions étaient en soutien avec les ouvriers en lutte de l'usine Dita. Nous les avons aidés, avec une visibilité médiatique, une assistance légale, et de la nourriture lorsqu'ils bloquaient l'usine.

Un mouvement de solidarité existait-il déjà à ce moment-là entre les travailleurs ? Qu'en était-il des syndicats ?

Il n'existait pas jusqu'à maintenant de vraies solidarités entre les travailleurs confrontés aux mêmes problèmes. C'était chacun pour soi. Nous avions un problème avec les syndicats, dont 90 % des représentants étaient corrompus. Maintenant les choses commencent à se relâcher, les travailleurs s'expriment directement dans les Plénums. Ils ne soutiennent plus aussi aveuglement les dirigeants syndicaux, qui sont remis en cause. Certains d'entre eux ont voulu créer une sorte de coopération avec le comité d'organisation du Plénum, mais celui-ci ne marche pas comme ça. Nous n'y avons aucune fonction attitrée, il n'y a pas de représentants. Les rapports doivent être changés.

Le Plénum ouvre-t-il un espace pour une gauche à Tuzla ? Permet-il de consolider Lijevi ?

Je suis de plus en plus optimiste. Des forums citoyens se forment aujourd'hui dans tout le pays, malgré tous les efforts des autorités et médias pour les discréditer. Je suis particulièrement heureux que mes camarades du parti, par leurs propositions et leur engagement, commencent à jouir d'une réputation grandissante et de la confiance des citoyens. Il faut savoir qu'ici, en ex-Yougoslavie, il y a eu une telle stigmatisation de toute l'idéologie communiste, que si tes valeurs en sont proches, tu commences avec un gros désavantage. Et pourtant les gens viennent nous voir, ils s'intéressent à notre parti. En même temps, la situation était tellement catastrophique que l'espoir est à gauche.

Quels sont les enjeux majeurs pour poursuivre la révolte aujourd'hui ?

Nous devons maintenir la pression dans les rues, parallèlement aux groupes de travail. Ce qui se passe aujourd'hui est le résultat d'années de luttes. Aujourd'hui, le gouvernement ne peut plus se

comporter de manière arrogante et ignorer les demandes des travailleurs comme il l'a fait depuis vingt ans. Notre Plénum va se poursuivre après les élections, comme force de contestation, mais aussi d'alternatives réelles. Le pouvoir est à nous. Le défi est que les gens prennent de plus en plus conscience de leurs forces communes pour construire une société solidaire.

Propos recueillis par Kassia Aleksic et Ivica Mladenovic

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 231 (27/02/2014). <http://npa2009.org/>